

La réponse des Alliés aux contre-propositions allemandes fera mention de légères retouches au traité.

SITUATION STATIONNAIRE DES GRÈVES A PARIS

# EXCELSIOR

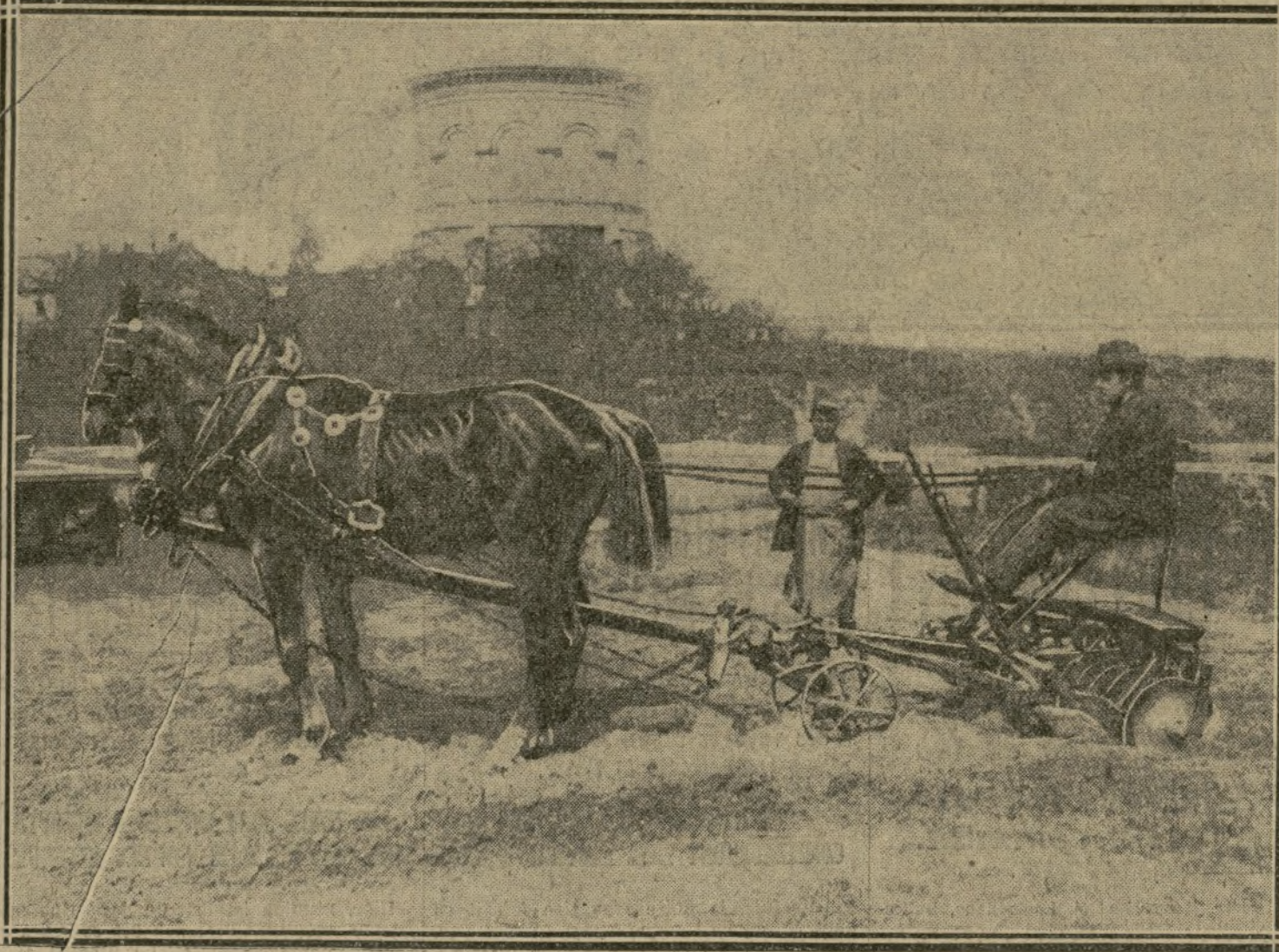
10<sup>e</sup> Année. — N° 3.120. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes. — « Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON  
Pierre Lafitte, fondateur. Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris. 20, rue d'Enghien, Paris.

VENDREDI  
6  
JUIN  
1919

Pour composer  
notre bonheur, il  
faut y faire entrer  
celui des autres.  
COMTE DE SÉGUR.

## L'APPLICATION ET LA DÉFENSE DU COMMUNISME EN HONGRIE

PHOTOS RECUEILLIES PAR L'ENVOYÉ SPÉCIAL D'« EXCELSIOR » A BUDAPEST



LE CHAMP DE COURSES DE BUDAPEST TRANSFORMÉ EN JARDIN POTAGER  
C'est un ancien chef de bureau de ministère qui conduit la machine à labourer



UN BATAILLON DE L'ARMÉE ROUGE PRÊT A PARTIR POUR LE FRONT  
Parmi les volontaires, on remarque deux femmes : une bourgeoise élégante et une ouvrière



LES BATAILLONS OUVRIERS NOUVELLEMENT LEVÉS, RANGÉS DANS LA RUE ANDRASSY, A BUDAPEST, POUR UNE INSPECTION PAR LES COMMISSAIRES DU PEUPLE  
Notre envoyé spécial en Autriche et en Hongrie, M. A. Casanova, nous adresse les curieuses photos que nous publions ci-dessus et qui éclairent d'un jour singulièrement précis la situation actuelle à Budapest. Les commissaires du peuple font labourer tous les grands espaces libres de la capitale hongroise pour les transformer en cultures maraîchères, afin de pourvoir aux besoins du peuple. D'autre part, pour se défendre contre les armées qui marchent sur la Hongrie communiste, ils ont fait appel à des volontaires. Parmi les engagés, de toutes conditions, on trouve jusqu'à des femmes appartenant aux classes les plus diverses de la société. Signalons, enfin, que les bataillons que l'on voit sur notre dernière photographie, et qui furent passés en revue rue Andrassy, comptaient 24.000 ouvriers en armes.



# UN MEETING EN PLEIN AIR DE 18.000 GRÉVISTES DE LA MÉTALLURGIE



LA RÉUNION DES CHOMEURS S'EST TENUE SUR LES GLACIS DU FORT DE L'EST, AU LIEUDIT LE BARRAGE, A SAINT-DENIS

## AU PALAIS-BOURBON

### UN DÉBAT SUR LA GRÈVE DANS LES RAFFINERIES

M. Victor Boret, ministre du Ravitaillement, va intervenir pour arriver à une entente entre raffineurs et grévistes.

#### LES INTERPELLATIONS SUR L'ÉVACUATION D'ODESSA AJOURNÉES A MARDI

La Chambre a discuté, hier matin, l'interpellation de M. Laval sur la grève des raffineries parisiennes.

Cette grève dure depuis le 9 mai. Le député socialiste de la Seine a rappelé que les ouvriers des raffineries Say, Sommer et Lebaudy se sont mis en grève parce qu'ils demandaient l'application de la journée de huit heures, une augmentation de salaires, et aussi pour protester contre le renvoi de deux anciens ouvriers de la maison Lebaudy. Faisant observer que le gouvernement est le fournisseur et le client unique des raffineries, auxquelles il livre le sucre brut, qui doit être raffiné au prix forfaitaire de 20 francs par quintal, il a demandé au ministre du Ravitaillement de donner l'ordre aux raffineries de faire cesser le conflit.

M. Laval a d'ailleurs affirmé que les raffineries ont réalisé, pendant la guerre, des bénéfices considérables sur le dos de l'État. A l'encontre, des raffineries, qui ont été payées, pour des granulés américains, que les raffineries se seraient bornées à changer de sacs...

M. Victor Boret, ministre du Ravitaillement, a expliqué que, s'il n'avait pas encore convoqué dans son cabinet les représentants des patrons et ceux des ouvriers, c'est qu'il n'était pas certain de pouvoir ravitailler les raffineries en sucre brut. M. Boret a fait connaître qu'il avait obtenu du comité britannique que notre contingent flottant jusqu'à juillet, qui était de 92.000 tonnes, fut porté à 140.000. La situation a donc changé. Etant, maintenant, assuré de ravitailler les raffineries, il a annoncé qu'il allait convoquer aussitôt les raffineries et les représentants des ouvriers et chercher une solution transactionnelle pour régler le conflit.

Si je me heurtais à une opposition irréductible, ajouta le ministre, je ferais user de ma qualité de fournisseur et de client unique des raffineries pour mettre fin au conflit.

M. Laval est revenu à la charge : « Vous avez paru annoncer des mesures, a-t-il dit à M. Boret. La mesure qui s'indiquait elle-même, c'est la réquisition des raffineries. Si vous avez besoin d'un texte, la Chambre vous le donne ».

M. Boret a alors précisé que, dans le cas où il n'aboutirait pas à un accord, il le demanderait au Parlement un texte permettant la réquisition des usines pour y organiser le travail en régie.

Après diverses interventions, le débat a été clos par le vote, à mains levées, d'un ordre du jour de M. Léon Perrier, accepté par le gouvernement, par lequel la Chambre déclare complètement le gouvernement pour réviser les comptes et prix de raffinage, « solutionner » à bref délai la grève des raffineries, assurer le ravitaillement en sucre, et surtout l'approvisionnement des foyers domestiques.

#### On ajourne à mardi l'interpellation sur l'évacuation d'Odessa

La Chambre a continué l'après-midi la discussion du projet relatif à l'utilisation de l'énergie hydraulique. Long débat, d'ordre purement technique.

La séance de cet après-midi devait être consacrée à la discussion des interpellations sur l'évacuation d'Odessa. Estimant qu'étant donné les mouvements actuels il valait mieux « ne pas jeter de l'huile sur le feu », M. Ernest Outrey demanda à la Chambre de fixer à mardi prochain sa prochaine séance. C'était ajourner les interpellations. Les socialistes, M. de Kerguelen et M. Tissier protestèrent avec véhémence. On passa au vote au milieu d'un beau vacarme. Après pointage, le renvoi à mardi fut prononcé par 274 voix contre 159.

A l'ouverture de la séance, M. Groussier avait donné lecture de la demande d'interpellation de MM. Aubriot, Bedouce et Maréchal Sembat sur les raisons qui ont empêché le gouvernement de donner suite au vote de la Chambre demandant la création d'un conseil national économique, et d'une manière générale, sur la politique à l'égard de la classe ouvrière.

M. Colliard, ministre du Travail, a demandé l'ajournement du débat jusqu'après la solution des conflits en cours, ajoutant d'ailleurs, que la plupart paraissent en voie d'arrangement. Sur une question de M. Aubriot, il a annoncé que le décret créant un conseil national économique interviendrait à bref délai. Dans ce conseil, patrons et ouvriers seront représentés. L'interpellation sera fixée la semaine prochaine. — L. B.

## LE MOUVEMENT GRÉVISTE DANS LA RÉGION PARISIENNE

### DES CONFLITS S'APAISENT, D'AUTRES CONTINUENT

Des accords ont été conclus pour la mode, les doreurs sur bois, les banques et les chemins de fer départementaux.

Les pourparlers se poursuivent chez les métallurgistes et les mineurs. Le chômage persiste dans les transports en commun.

M. Colliard, ministre du Travail, et ses collaborateurs ont encore fourni hier une rude journée — où le travail a duré beaucoup plus que huit heures ! Le ministre a reçu, en effet, dans la matinée, les représentants des exploitants des mines du Nord et les doreurs sur bois, et, l'après-midi, les ouvriers mineurs, les cheminots du Calvados, les patrons et ouvriers métallurgistes. Pour quelques-uns des conflits en cours : modes, doreurs sur bois, employés de banque et chemins de fer départementaux, l'accord a été signé. Pour les autres, de nouvelles entrevues seront encore nécessaires avant d'arriver à une détente.

#### Les doreurs sur bois

La chambre syndicale patronale et la chambre syndicale ouvrière de la Dorure sur bois ont signé une convention réglant les conditions d'application de la journée de huit heures sur les bases suivantes : 6 journées à 8 heures avec un horaire propre à chaque atelier ; augmentation des salaires de 25 0/0 ; les heures de dérogation sont limitées à 50 par an ; date extrême de mise en application de la convention : 16 juin 1919.

#### La métallurgie

Les représentants des patrons et les délégués du comité de grève ont été introduits, à 6 heures du soir, auprès du ministre, et ne sont ressortis qu'à 9 h. 15. Le colonel Ader, représentant M. Loucheur, assistait à l'entrevue, qui fut très animée, et à l'issue de laquelle le communiqué suivant fut remis à la presse :

Une nouvelle entrevue a eu lieu, sous la présidence de M. Colliard, ministre du Travail, entre les délégués du Groupement des industriels de la région parisienne et les délégués du Comité d'entente des syndicats des ouvriers des métaux.

Un accord de principe s'est établi en ce qui touche les délégations d'atelier et les rapports futurs entre les organisations patronales et ouvrières.

La réunion a abordé ensuite la question des salaires.

En raison de l'heure tardive à laquelle



LE DRAPEAU ROUGE A IVRY

elle a été abordée, la suite de la discussion a été renvoyée à aujourd'hui vendredi.

Cette discussion commencera à 6 heures du soir. Le chiffre de salaire minimum, qui est la seule question encore en litige, demeure la plus importante.

#### Les mineurs

Dans la matinée, M. Colliard avait reçu les exploitants des mines du Nord et du Pas-de-Calais. L'après-midi, à 4 heures, il a reçu les délégués des ouvriers, conduits par MM. Basy, Goniaux, Cadot, Latendin, Lefèvre, députés, et M. Maës, secrétaire général du syndicat des mineurs. Ayant entendu les arguments des deux parties, il les a convoqués ensemble pour demain matin à 10 heures, en réunion contradictoire. Aucun communiqué n'a été remis, mais

l'impression des délégués est bonne et il est possible qu'une détente se fasse sentir prochainement et qu'un accord intervienne.

#### Les modistes

Le communiqué du ministère du Travail s'exprime ainsi :

Les représentants de la chambre syndicale de la mode et du syndicat des modistes de Paris se sont réunis au ministère du Travail, hier soir, à 6 heures, pour signer une convention qui fixe les modalités d'application de la loi de huit heures et qui met fin au conflit.

Le travail reprendra aujourd'hui.

Ajoutons que cette réunion était présidée par une femme, Mme Letellier, inspectrice divisionnaire du travail, et que les modistes obtiennent une augmentation mensuelle de salaire, variant de 10 à 30 francs, suivant qu'elles sont petite, moyenne ou première apprentie ou recoupeuse.

#### Les employés de banque

Voici le texte de l'accord qui a été signé hier par M. Lelièvre, d'une part, représentant les patrons, et par MM. Faure et Tessier, d'autre part, au nom des syndicats d'employés.

Après un échange d'explications, les deux parties reconnaissent qu'un regrettable malentendu s'est produit sur les termes de l'arrangement intervenu le 16 mai dernier.

Cet arrangement a été conclu sur les bases suivantes :

1° Les augmentations — en plus des 10 et 20 0/0 — qui sont actuellement à l'étude seront annoncées fin juin au Comité d'Escompte, à la Société Générale et au Crédit Industriel, et dans le courant de juillet au Crédit Lyonnais, pour prendre leur effet à dater du 15 mai dernier.

2° La titularisation des femmes aura lieu au bout d'un an, sauf pour les auxiliaires de guerre.

3° Le traitement de base, pour les femmes, de 1.800 francs à vingt-trois ans, sera porté à 2.000 francs, pour celles qui ont cinq ans de présence.

#### Les chemins de fer du Calvados

Enfin, un conflit a été réglé, qui semblait le moins important, mais qui pouvait entraîner un mouvement chez tous les cheminots des réseaux d'intérêt local. Il s'agit des chemins de fer du Calvados, dont le personnel se disposait à faire grève, mais qui avait ajourné sa décision sur l'intervention de MM. Chéron, sénateur, et Le Cherpy, député, respectivement président et vice-président du Conseil général.

Devant le ministre du Travail, en présence de tous les sénateurs et députés du Calvados et de M. Bidegaray, secrétaire général des cheminots, l'accord a été conclu sur les bases suivantes : journée de huit heures, augmentation de salaire de 50 0/0 et repos payés.

#### LES TRANSPORTS EN COMMUN

Hier matin, le personnel des omnibus et tramways s'est rendu en nombre au Gymnase Huyghe, où divers orateurs ont fait l'exposé des revendications des grévistes.

L'après-midi, dans la même salle, et pour un objet analogue, se sont réunis les grévistes du Métro. M. Lefèvre affirme que, d'ici peu, le prolétariat contraindrait les pouvoirs publics à municipaliser les transports.

La Compagnie du Métropolitain a pu assurer un service un peu plus important que la veille, un certain nombre de rentrées s'étant produites dans le personnel.

Voici la liste des lignes qui étaient ouvertes au public, et les correspondances qui étaient assurées.

Ligne n° 1. — Vincennes, Nation, Gare-de-Lyon, Bastille (corr. ligne 5), Hôtel-de-Ville, Châtelet (corr. ligne 4), Palais-Royal, Concorde (corr. Nord-Sud), Marbeuf, Étoile, Matignon.

Ligne n° 3. — Gambetta, Père-Lachaise, République (corr. ligne 5), Roumieu (corr. ligne 4), Bourse, Opéra (corr. lignes 7 et 8), Saint-Lazare (corr. Nord-Sud), Villiers, Champerret.

Ligne n° 4. — Clignancourt, Barbès, Gare-du-Nord (corr. ligne 5), Gare-de-l'Est (corr. lignes 3 et 7), Reaumur (corr. ligne 5), Châtelet (corr. ligne 1), Odéon, Saint-Germain-des-Près, Montparnasse, Denfert-Rochereau, Porte-d'Orléans.

Ligne n° 5. — Italie, Gare-d'Orléans, Bastille (corr. ligne 1), République (corr. ligne 3), Gare-de-l'Est (corr. lignes 4 et 7), Gare-du-Nord (corr. ligne 4).

Ligne n° 7. — Palais-Royal (corr. ligne 1), Opéra (corr. lignes 3 et 8), Le-Petit, Gare-de-

l'Est (corr. lignes 4 et 5), Louis-Blanc, Buttes-Chaumont, Pré-Saint-Gervais.

Ligne n° 8. — Auteuil, Chardon-Lagache, Beaugrenelle, La-Motte-Picquet, Ecole-Milinaire, Invalides, Concorde (corr. Nord-Sud), Opéra (corr. lignes 3 et 7).

Trains à intervalles de 5 à 7 minutes.

Premier départ, 7 h. du matin. Dernier départ, 7 h. 30 du soir.

Quant aux tramways, quelques voitures roulaient sur les lignes Clignancourt-Bastille, Saint-Ouen-Opéra et La Muette-Taitbout.

Les autobus, en revanche, brillaient par une absence complète.

#### Les incidents

Les grévistes, qui avaient tenu un meeting sur le boulevard Edgar-Quinet, au nombre d'environ 700, se sont répandus sur la voie pour arrêter les voitures ; ils ont arraché les charnières de prise de courant, coupé les cordes des trolley, jeté des pierres dans les glaces. Place Denfert-Rochereau, l'incident a été particulièrement violent, et plusieurs agents de la Compagnie, qui assuraient leur service, ont été malmenés par les grévistes.

La circulation a été interrompue. La police est intervenue, mais elle était en nombre insuffisant.

Un autre incident s'est produit au dépôt de Montrouge, où les grévistes voulaient empêcher les voitures de sortir. Les agents ont également dû intervenir.

#### DANS LA MÉTALLURGIE

Comme les jours précédents, des réunions ont eu lieu dans les divers arrondissements de Paris et dans la banlieue.

Les patrons ayant proposé de reprendre le travail d'abord et de discuter ensuite, les syndicats ont répondu en affirmant leur volonté de continuer le mouvement jusqu'à complète satisfaction.

Les propositions du comité d'entente ont été adoptées par 150 patrons.

Dans la voiture et l'aviation le mouvement continue.

Les mécaniciens ont réussi à faire supprimer les règlements d'atelier.

#### LES INDUSTRIES ÉLECTRIQUES

Les ouvriers des industries électriques des catégories suivantes : fabrication de lampes électriques, des accumulateurs et des câbles ont quitté le travail. Ils demandent les mêmes salaires que ceux des ouvriers métallurgistes.

Les directeurs des diverses maisons et le président du syndicat patronal ont été saisis de cette demande.

Ce matin, à 10 heures, aura lieu, au siège, une réunion des délégués.

#### LES BLANCHISSEURS SONT ÉGALEMENT EN GREVE

La chambre syndicale patronale des blanchisseurs ayant opposé un refus aux revendications qui lui avaient été soumises par leurs ouvriers et ouvrières, la corporation s'est mise en grève hier.

Les chômeurs réclament la suppression du travail à la tâche, l'application de la journée de huit heures, un minimum de salaire de 2 francs de l'heure pour les ouvriers et de 1 fr. 25 et 1 fr. 50 pour les ouvrières spécialistes.

#### LA FIN DU CONFLIT DANS LES GRANDS MAGASINS

C'est par erreur qu'il a été dit que les Grands Magasins Dufayel, « Palais de la Nouveauté », n'avaient pas adhéré aux conventions acceptées par les autres maisons. Les Grands Magasins Dufayel, « Palais de la Nouveauté », avaient spontanément, avant toute causerie, accordé la plupart des conditions de travail : c'est dire qu'ils ont admis bien volontiers les conventions nouvelles des grands magasins de Paris, heureux de tout ce qu'il est possible d'ajouter au bien-être du personnel.

#### EN PROVINCE

Le grève des états-majors de la Compagnie de Navigation mixte de Marseille a pris fin hier à midi.

Les métallurgistes d'Auxerre, au nombre de 2.000, se sont mis en grève.

## LES RAIDS DE NOS PILOTES

### L'AVIATION MARITIME DANS LA MÉDITERRANÉE

Des escadres d'hydravions vont traverser la mer. Ils accompliront ainsi des voyages réguliers, analogues à ceux de la flotte.

#### CES RANDONNÉES AÉRIENNES COMMENCERONT TRÈS PROCHAINEMENT

Autrefois, la flotte française faisait ce que l'on appelait des « voyages d'escadre » dans les pays étrangers. On allait visiter la Grèce, l'Italie, en relâchant dans les ports les plus importants.

Le vice-amiral Ronarch, chef d'état-major général de la marine, estimant que c'était là un excellent moyen de représenter notre pavillon à l'étranger, a résolu de revenir à cette tradition, mais en la modernisant.

Au lieu d'envoyer des bateaux, la marine française enverra dans les pays méditerranéens des hydravions, qui s'en iront par escadres, ainsi que le faisaient les cuirassés, les croiseurs et les torpilleurs.

Ces voyages commenceront, jadis, au mois de juin, et se prolongeront durant toute la belle saison. Pour que le retour à la tradition soit complet, les premières escadres d'hydravions vont partir très prochainement.

Déjà, le centre d'aviation maritime de Saint-Raphaël a reçu un certain nombre d'appareils triplaces et monomoteurs de 300 HP ; d'autres, également triplaces, mais bimoteurs, et de 600 HP, sont annoncés, qui arriveront incessamment.

Tous ces hydravions seront munis d'une quantité de combustible — neuf heures d'essence — suffisante pour les grandes randonnées. La traversée de la Méditerranée sera leur premier voyage.

C'est là le début d'une période de généralisation.

Le chef d'état-major général de la marine, tout à fait d'accord en ce sens avec le général Duval, directeur de l'Aéronautique militaire, estime, en effet, que ces voyages collectifs sont plus utiles et moins dangereux que les raids individuels, et il faut s'attendre à les voir se multiplier. — Léon Gnoc.

#### Les étudiants strasbourgeois à Paris

Les étudiants strasbourgeois, invités par leurs camarades de l'A. G. à visiter Paris, sont arrivés, hier matin, à 9 h. 15, à la gare de l'Est, où M. Léon Netter, président de l'A. G. a souhaité la bienvenue à



LES DEUX PRÉSIDENTS A gauche : M. Léon Netter, président de l'Association générale des étudiants. — A droite : M. André Zillhardt, président du Cercle des étudiants alsaciens.

M. Zillhardt, président du Cercle des Étudiants de Strasbourg. On s'est ensuite rendu à la Maison des Étudiants, rue de la Boucherie, où, à midi, a eu lieu un banquet que présidait M. Léon Bourgeois, assisté de M. Lucien Poincaré, vice-recteur de l'Académie de Paris.

#### Les faux Rodins

L'audience d'hier fut consacrée au réquisitoire de M. Chartron, substitut du procureur de la République.

Après avoir qualifié de regrettables les faits reprochés à M. Bénédite, modifications du monument de la Défense et du buste de la femme, le ministère public a établi qu'en droit et en fait il y a contrefaçon et fausses signatures. Il a, en conséquence, demandé la condamnation de tous les coupables.

Aujourd'hui, la parole sera aux avocats de la défense.

## CONFÉRENCE DE LA PAIX

### LA RÉPONSE DES QUATRE AU CONTRE-PROJET

Sa remise est à nouveau retardée. De légères retouches sont à l'étude pour quelques clauses territoriales et financières.

#### LES TURCS SONT INVITÉS À ENVOYER DES EXPERTS MAIS NON DES DÉLÉGUÉS

Hier, réunion importante des « Quatre ». Ils ont poursuivi l'examen des contre-propositions allemandes, et, en premier lieu, les contre-propositions relatives aux réparations. On se souvient des étapes de la question : on chercha d'abord à chiffrer les dommages ; devant la difficulté d'arriver à des estimations exactes, on décida de les « définir ». L'Allemagne, on le sait, a protesté contre cette méthode d'évaluation ; elle ne refuse pas de payer, mais demande à être au moins fixée sur le montant des engagements qu'elle aura à contracter.

Ce point de vue a arrêté l'attention du comité des « Quatre ». Si tous les dommages ne peuvent pas être chiffrés, certains — les pensions, par exemple — sont susceptibles de l'être. Il est possible, par conséquent, d'arriver à calculer le chiffre de la dette de l'Allemagne avec plus ou moins d'approximation. Ce travail va être étudié et entrepris.

Le Comité des « Quatre » s'est, en second lieu, occupé de la question des nouvelles frontières. Une commission spéciale, dont font partie, pour la France, le général Le Rond, et, pour les États-Unis, le professeur Lord, est chargée de l'étude du problème. Il y aurait tendance à admettre en principe, d'une part, des retouches légères aux délimitations fixes par les préliminaires, d'autre part, une extension du système des consultations populaires dans la Haute-Silésie, M. Paderewski a été entendu sur ce sujet délicat, et il aurait fait, assure-t-on, devant les chefs de gouvernement, un exposé plein de haute sagesse politique.

L'impression recueillie est d'ailleurs excellente à tous points de vue.

Toutefois, la date de la remise de la réponse aux contre-propositions allemandes se trouve reculée. Les commissions chargées d'étudier respectivement les différents chapitres de ces contre-propositions devront remettre leurs rapports lundi prochain ; ils seront examinés mardi et mercredi par le « Quatre », pour servir de base à leur réponse, qui, probablement, recevra jeudi sa forme définitive, et sera remise vendredi à la délégation allemande. Trois ou cinq jours, au maximum, seront donnés à M. Brockdorff-Rantzau pour aller délibérer avec son gouvernement.

Passant ensuite au traité autrichien, les « Quatre » ont entendu M. Paderewski, Benes, Venizelos et Vessitch, qui ont demandé la suppression de la clause de la limitation des armements, au moins pour le moment, en ce qui concerne leurs nations respectives. Satisfaction leur sera donnée.

M. Van Karnebeeke, ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, est reparti hier soir pour les Pays-Bas, après avoir formulé quelques observations sur le projet de procédure adoptée, mercredi, par le « Quatre », pour la révision des traités de 1839. Cette procédure comporte la création d'une commission dont les propositions ne devront impliquer ni transfert de souveraineté territoriale, ni création de servitudes internationales.

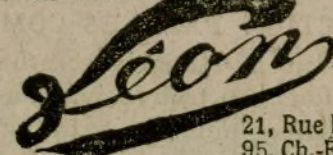
Nous confirmerons, enfin, ce que nous annoncions hier : la Turquie est invitée à envoyer une mission à Paris, avant à sa tête le grand-vizir Ferid pacha. Mais c'est une mission d'« experts » et non de plénipotentiaires. Il ne s'agit point encore du traité à intervenir avec l'empire ottoman. — JEAN MÉNEVAL.

#### PETITS RUISSEAUX...

Les petits ruisseaux, dit-on, font les grands rivières, mais ce sont les gouttes d'eau qui font les petits ruisseaux, et c'est la condensation de vapeurs impondérables qui fait, elle-même, les gouttes d'eau. Ainsi, les plus légers flocons de neige, s'accumulant au sommet ou sur les pentes des montagnes, y créent les glaciers, ces merveilleuses réserves de houille blanche dont la France de demain attend une bonne part de son enrichissement.

Dans l'ordre financier, les plus petits faits se traduisent par les plus grands résultats. L'exemple est classique de la somme qu'aurait pu fournir, à intérêts composés, un sou placé à 5 0/0 depuis les premiers âges. Mais sait-on que, dans de telles conditions, un capital à 5 0/0 double en moins de quatre ans ? Et que, placée en Bons de la Défense Nationale, le meilleur, le plus sûr et le plus facile de tous les placements, la moitié de la circulation fiduciaire de notre pays, qui s'élève maintenant à près de 23 milliards de francs, procurerait à l'épargne française une somme annuelle de plusieurs centaines de millions ?

## CHAPEAUX



21, Rue Daubou, 95, Ch.-Élysées.



# SOUS LA COIFFE

PAR  
JEAN-JACQUES BERNARD

— Est-ce que vous me veillerez, ce soir ?  
— Non, répondit sœur Geneviève; sœur Saint-Julien me remplacera.  
— Qui est-ce, sœur Saint-Julien ?  
— Une toute jeune, qui n'est pas de cet âge et ne parle guère. Elle n'est pas ici depuis bien longtemps.  
— D'où vient-elle ?  
— Vous m'en demandez trop, fit sœur Geneviève en souriant.

Louis n'insista pas. D'ailleurs une conversation prolongée le fatiguait, car il avait été opéré la veille et avait encore de la fièvre. Le sommeil vint, un sommeil entrecoupé, lourd, pénible, mais qui suffi à le détacher un peu du présent. Il lui sembla revivre toute sa vie. Les champs se peupla de souvenirs. De pâles roses peintes sur un vase prirent dans la pénombre un aspect familier. L'angle de l'armoire ressembla soudain au coin sympathique de certain buffet normand. La cheminée blanche eut l'apparence de cette console de marbre près de laquelle il avait tenu la main de Madeleine. Il y avait deux ans, mais c'était hier.

Veillait-il ? Non, non, seule la folie d'un rêve pouvait créer cette prodigieuse illusion : en face de lui le profil chaste de la religieuse immobile était le profil de Madeleine.

Pourquoi ces visions ? Pourquoi ces regrets ? Est-ce que Madeleine, riche et belle, n'avait pas tout ce qu'il fallait pour être heureuse sans lui ? Il ne l'avait pas séduite.

Où, mais ne l'avait-il pas trompée ? Chez des amis communs, en Touraine, un mois de mai, ils avaient fait connaissance. Ils avaient tout de suite sympathisé et trouvés dans une intimité charmante une diversion à l'ennui du milieu. Plus tard seulement il soupçonna qu'elle avait peut-être été engagée à vie sur des paroles, des gestes, des regards auxquels il ne s'était arrêté que le temps d'en jouir furtivement.

A la lueur de la veilleuse, étrangement mêlée à celle du souvenir, la religieuse se semblait à la jeune fille, et pourtant si différente, se dressait sur sa chaise, droite et troublante, comme un remords.

Il fit un mouvement. Attentive à ses moindres gestes, elle se leva vivement et s'approcha du lit. Et, quand elle fut devant lui, il comprit qu'il ne rêvait pas, et malgré la pénombre et malgré sa coiffe, simplement à sa démarche et à la forme de ses yeux, il fut certain que c'était Madeleine.

Rien en elle ne décelait qu'elle l'eût reconnu. Garde-malade anonyme devant un malade quelconque, son regard cherchait à épier ce que la souffrance physique demandait au devoir.

J'ai soif !  
Doucement, pitoyablement, sans trembler, elle approcha un verre de ses lèvres et lui fit boire quelques gouttes. Et puis elle essaya ses tempes brûlantes (oh ! cette main sur son front), remonta le drap sous le menton, et, sans se retourner, semblant glisser et non marcher, elle retourna s'asseoir. Elle n'avait pas parlé.

Une confusion extraordinaire remplissait le cœur de Louis. Pourquoi Madeleine était-elle là ? Et une voix obscure, l'incantant, montait du fond de lui-même, lui répétant : « A cause de toi ».

Hélas ! il avait dit, jadis, par jeu, des paroles qui engageaient sans qu'on le veuille, et puis était parti sans raison, par caprice, simplement pour se prouver à lui-même qu'il n'était esclave de rien. Sans doute, il ne l'aimait pas alors, mais n'aurait-il pas pu l'aimer ? Quelque temps après, il voulut lui écrire ou la revoir. Mais il n'osa pas revenir sur un coup de tête. Il souffrit un peu, car il commençait à sentir son erreur, et puis il crut oublier. Lâchement, chaque fois qu'il pensait à elle, il se disait pour se rassurer : « Oh ! elle n'a pas besoin de moi ! » Il avait fini par le croire... Et voilà...

La religieuse, étendue maintenant sur la chaise-longue, s'était endormie. De son lit, toute la nuit, Louis put voir son visage éclairé par la veilleuse. Il eut soit son souvenir de courtois, car il ne pouvait remuer lui-même, mais il ne l'appela pas une fois.

La coiffe donnait à son visage une beauté plus régulière. Et Louis, comprenant qu'il avait été fou et qu'il l'aimait encore, passait des heures à se demander si elle n'était pas esclave de lui. Mais il n'osait pas le dire, car il ne pouvait remuer lui-même, mais il ne l'appela pas une fois.

Des larmes elle s'éveilla et mit la chambre en ordre. Il fit semblant de dormir et la regarda longuement à travers ses paupières entrouvertes. Enfin elle s'approcha de lui et, l'ayant vu calme, voulut partir. Il comprit brusquement que sœur Geneviève allait revenir à sa place et qu'il ne la reverrait plus.

Ma sœur !  
Elle ouvrit les rideaux et vint à lui. C'était l'instant attendu qui se représentait jamais. Louis eut mille peines à lever seulement la main. Quant à elle, pas un pli de son visage n'avait remué. Sans doute l'avait-elle reconnu hier soir, quand il dormait, et la première émotion passée, s'était-elle fait un masque dont elle ne se départirait plus.

Je croyais que vous dormiez encore. S'il lui était resté le moindre doute, le son de cette voix l'aurait dissipé. Il avait nettement conscience qu'il fallait parler maintenant, ou jamais. Et tous les nerfs tendus, les yeux dans ses yeux, avec la vague sentiment qu'il se jetait à l'eau, il dit :

— Madeleine !  
Il dut la regarder bien fixement pour saisir le battement des cils qui, seul dans son visage, trahit le choc reçu. Ce fut tout. Elle attendit une seconde ou deux, et d'une voix qui n'avait pas changé :

— Je suis contente que vous ayez bien dormi, dit-elle. Ce matin, vous pourrez prendre un peu de thé. Je vais le demander. Sœur Geneviève vous l'apportera.

Il semblait qu'elle n'eût rien entendu, qu'il ne se fût rien passé. Silencieuse, elle glissa vers la porte. Il avait déjà fait un trop gros effort et n'osa pas la retenir.

Il ne la revit plus.

JEAN-JACQUES BERNARD.

## PLUS DE TUBERCULOSE

L'oxygène de la respiration méthodique guérit d'un coup les tuberculoses, les pneumonies, les emphysemes, les bronchites, les catarrhes, les infections des poudrons et du sang. (Poumon guéri par le poumon, Franco 5 fr.)  
Abbé Meignien, 26, faub. Saint-Jacques, Paris.



POUDRE DE RIZ MALACÉINE

# DERNIÈRE HEURE

LA RÉPUBLIQUE RHÉNANE

## ERZBERGER DEMANDE QUE DORTEN SOIT EMPRISONNÉ

BERLIN, 5 juin. — M. Erzberger, ministre d'Etat, vient d'adresser aux Alliés, par l'intermédiaire de la commission d'armistice, une demande tendant à obtenir l'emprisonnement de M. Dorten.

Le gouvernement a demandé, d'autre part, l'ouverture d'une instruction préliminaire contre M. Dorten.

Le parti socialiste indépendant a pris position contre la nouvelle république.

## Le Sénat discute la réforme du régime minier

Le Sénat a commencé hier la discussion du projet, adopté par la Chambre des députés, modifiant le régime des mines en ce qui concerne la durée des concessions et la participation de l'Etat aux bénéfices.

Après un exposé très complet de M. Jéanvier, rapporteur, l'Assemblée a adopté l'article premier et plusieurs paragraphes de l'article 2. M. Boyvin-Champeaux a fait voter un amendement aux termes duquel, en cas de déchéance — qui ne pourra être prononcée que par le ministre — le concessionnaire déchu aura droit à une indemnité lorsqu'il aura effectué des travaux ayant augmenté la valeur de la mine.

Après un exposé très complet de M. Jéanvier, rapporteur, l'Assemblée a adopté l'article premier et plusieurs paragraphes de l'article 2. M. Boyvin-Champeaux a fait voter un amendement aux termes duquel, en cas de déchéance — qui ne pourra être prononcée que par le ministre — le concessionnaire déchu aura droit à une indemnité lorsqu'il aura effectué des travaux ayant augmenté la valeur de la mine.

## Scission chez les directeurs de théâtre

L'Association des directeurs de théâtre de Paris est formée entre MM. Rouché, directeur de l'Opéra, Albert Carré et les frères Isola, directeurs de l'Opéra-Comique; Gavaudan, directeur de l'Odéon; Fontaines, directeur du Châtelet; Maurice Bernhardt, directeur du théâtre Sarah-Bernhardt; Alphons Franck, directeur du Gymnase; et du théâtre Edouard-VIII; Hertz et Jean Coquelin, directeurs de la Porte-Saint-Martin et de l'Ambigu; Quinson, directeur du Palais-Royal; et des Bouffes-Parisiens; Masson, directeur du Théâtre-Lyrique. Les futurs directeurs du théâtre de la Gaîté, MM. Trounev et Bravard, ont également adhéré à cette société.

La Société amicale se réunira aujourd'hui pour nommer son bureau.

Mais y a-t-il, à proprement parler, scission ? Les membres de la Société amicale, influent, en effet, à faire partie de l'Association des directeurs — pour le moment, tout au moins.

Une société amicale des directeurs de théâtre de Paris est formée entre MM. Rouché, directeur de l'Opéra, Albert Carré et les frères Isola, directeurs de l'Opéra-Comique; Gavaudan, directeur de l'Odéon; Fontaines, directeur du Châtelet; Maurice Bernhardt, directeur du théâtre Sarah-Bernhardt; Alphons Franck, directeur du Gymnase; et du théâtre Edouard-VIII; Hertz et Jean Coquelin, directeurs de la Porte-Saint-Martin et de l'Ambigu; Quinson, directeur du Palais-Royal; et des Bouffes-Parisiens; Masson, directeur du Théâtre-Lyrique. Les futurs directeurs du théâtre de la Gaîté, MM. Trounev et Bravard, ont également adhéré à cette société.

La Société amicale se réunira aujourd'hui pour nommer son bureau.

Mais y a-t-il, à proprement parler, scission ? Les membres de la Société amicale, influent, en effet, à faire partie de l'Association des directeurs — pour le moment, tout au moins.

## LES COURSES

Aujourd'hui, 2 h., Courses à Maisons-Laffitte

PROPRIÉTAIRES	CHEVAUX	AGE	Prob.	Montes probables
A vendre aux enchères, 2.500 fr., 1.400 mètres.				
F. Morgan...	Jane Salmon...	3	55%	M. Henry
Louis Chapon...	Alca...	3	55%	Non part.
F. Monneret...	Ulysse...	3	55%	Hobbs
F. Lalouet...	La Fauconne...	3	55%	H. Stokes
Louis Bae...	San José II...	3	55%	F. Rovella

**PRIX DE LONGJUMEAU**  
A vendre aux enchères, 2.500 fr., 1.400 mètres.

**PRIX MARS**  
3.000 francs, 1.400 mètres.

**PRIX DE BEZONS**  
A réclamer, 2.500 francs, 2.100 mètres.

**PRIX NUAGE**  
Handicap, 2.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE SAINT-MARTIN-DU-CHENE**  
Handicap, 2.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

**PRIX DE LA CROIX-SAINT-JACQUES**  
3.000 francs, 2.100 mètres.

## LA C. G. T. ET L'UNION DES SYNDICATS EXAMINENT LA SITUATION DES GRÈVES

Les commissions administratives de la C. G. T. et de l'Union des syndicats de la Seine ont tenu, hier soir, une réunion commune pour envisager la situation créée par les mouvements actuels.

L'Assemblée a reçu les délégués des comités de grève des transports en surface, des métaux et de l'habillement, qui ont fourni toutes explications sur le déclenchement des conflits, l'état d'esprit des grévistes et l'état des pourparlers engagés, tant avec les pouvoirs publics qu'avec les délégués patrons.

La commission administrative a décidé de s'en tenir aux décisions prises par le conseil national confédéral et d'attendre une réponse du cartel anglais et des organisations centrales d'Italie pour entreprendre, le cas échéant, une action d'ensemble.

La discussion a laissé l'impression bien nette qu'il s'agit vraiment de mouvements revendicatifs — que la C. G. T. et l'Union des Syndicats se proposent, au surplus, de soutenir matériellement — et non de mouvements politiques ainsi qu'auraient pu le laisser croire les quelques éléments troubles qui tentent de servir d'autres buts que ceux auxquels sont attachés les grévistes.

La commission administrative a décidé de s'en tenir aux décisions prises par le conseil national confédéral et d'attendre une réponse du cartel anglais et des organisations centrales d'Italie pour entreprendre, le cas échéant, une action d'ensemble.

La discussion a laissé l'impression bien nette qu'il s'agit vraiment de mouvements revendicatifs — que la C. G. T. et l'Union des Syndicats se proposent, au surplus, de soutenir matériellement — et non de mouvements politiques ainsi qu'auraient pu le laisser croire les quelques éléments troubles qui tentent de servir d'autres buts que ceux auxquels sont attachés les grévistes.

## La commission exécutive des cheminots se prononce contre la grève

La commission exécutive de la Fédération nationale des travailleurs des chemins de fer, réunie hier, a voté un ordre du jour assurant les grévistes de leur entière solidarité et déclarant ne pouvoir s'associer à un mouvement de grève générale que lorsque celui-ci aura été décidé par la C. G. T.

Ce soir aura lieu, à 20 heures, le meeting des cheminots parisiens à la Bourse du travail.

## Un appel aux Parisiens

Un appel va être affiché sur les murs de Paris. Il a été rédigé hier à l'Hôtel de Ville et porte, entre autres, la signature de MM. Chassaing-Goyon, président du Conseil municipal; Peuch, président du Conseil général; Desplas et Leboucq, députés de Paris. Nous en extrayons les passages suivants :

« Parisiens, la paix n'est pas encore signée. Paris, jusqu'au bout, doit conserver le calme et la dignité qu'il a su garder pendant ces cinq années de guerre pour l'admiration du monde entier.

A cette heure historique, le prolétariat parisien ne voudra pas se laisser entraîner à de dangereuses agitations. Il n'est pas possible de priver plus longtemps de moyens de transport toute une population laborieuse qui a le plus grand besoin et le plus grand désir de travailler.

Suit un appel à la concorde et au travail.

LE TRAITE AUTRICHIEN

## M. KARL RENNER CONFÈRE A FELDKIRCH SUR LA PAIX

BALE, 5 juin. — On télégraphie de Vienne :

C'est aujourd'hui que commence, à Feldkirch, la conférence entre le chancelier Renner, M. Schuler, les délégués Seitz, Fink et M. Bauer, secrétaire d'Etat, qui sont arrivés de Vienne. Le chancelier Renner et M. Schuler repartiront pour Paris vendredi après-midi.

Samedi matin, enfin, l'Assemblée nationale entrera l'exposé que lui fera le secrétaire d'Etat Bauer, ainsi que les déclarations des chefs des divers partis concernant les conditions de paix.

Le jour de la paix, jour de deuil

BALE, 5 juin. — On mande de Vienne qu'au conseil municipal le bourgmestre a prononcé une allocution, disant notamment :

« Le jour de la paix auquel nous aspirons tous est enfin apparui, mais, si nous ne nous en emparons, ce n'est pas un jour de joie, mais de deuil.

## NOUVELLES BRÈVES

Le président de la République a inauguré, hier matin, l'exposition d'horticulture au cours la Reine.

Par une proposition de résolution, M. Basly demande qu'un inspecteur de l'administration des finances soit chargé de vérifier la comptabilité des compagnies minières depuis le début de la guerre.

Le gouvernement vient de déposer sur le bureau de la Chambre un projet de loi ayant pour objet de réglementer la possession d'immeubles en France par des étrangers.

La commission du budget a entendu, hier, M. Lafferre, ministre de l'Instruction publique, sur le projet de loi concernant le relèvement des traitements du personnel de l'enseignement public.

Un distributeur hier, aux sénateurs, le rapport présenté par M. Alexandre Bérard sur la proposition de réforme électorale votée par la Chambre.

M. Morand, juge d'instruction, vient de faire écrouer, à Saint-Lazare, l'ouvrier de raffinerie Albert-Josephine Fraïck, accusé d'entraves à la liberté du travail, coups et violences.

Le congrès des agents des contributions indirectes, réuni à Marseille, a voté hier l'adhésion à la C. G. T.

Une dépêche de Bruxelles dit qu'en raison d'une indisposition légère de la reine, la visite du président Wilson est remise à la fin de la semaine prochaine.

Le Sénat américain, après la Chambre des députés, a adopté une résolution en faveur du suffrage des femmes.

Les bolcheviks ont été refoulés de Riga et admettent qu'ils ont évacué Oursk.

On craint à Manchester une grève générale de l'industrie, le cotonnier ; elle affecterait 500.000 ouvriers.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

Un wagon chargé de poudre, attaché à un train, a fait explosion sous un tunnel, à Wilkes-Barre (Pennsylvanie). Il y a eu soixante-neuf morts et quarante blessés.

# 1914 MÉMOIRES DE GUERRE INÉDITS du MARÉCHAL FRENCH

Copyright by « Excelsior » (France), « Daily Telegraph » (England) and « New-York Herald » (United States of America) 1913.

## CHAPITRE XV Coup d'œil sur les plans alliés, sur le front occidental, à la fin de la première bataille d'Ypres.

(Suite)

En écoutant les représentations des Français, notre gouvernement commença à montrer de la faiblesse. Churchill tint bon sur son point de vue, mais ne fut point soutenu.

Les termes du message de sir Edward Grey étaient incontestables. Tout ce qui se passa par la suite au cours de cette guerre en est une preuve. La possession par les Allemands de cette bande de côtes fut la plus payante des épreuves dont ils aient été à nous harceler. C'était l'une des causes principales de la prolongation de la guerre. L'opiniâtreté et victorieuse résistance qu'ils opposèrent à nos attaques de l'automne 1917 montre l'importance qu'ils attachaient à la possession de la ligne des côtes.

## Un mémorandum de Kitchener

Lord Kitchener m'adressa en janvier 1915 un mémorandum que voici en abrégé :

« Les questions soulevées dans votre récent rapport du 3 janvier 1915 et votre appréciation sur la situation telle qu'elle se présente sur les différents théâtres de la guerre ont été examinées dans un conseil tenu sous la présidence du premier ministre, les jeudi 7 et vendredi 8 janvier.

« Les principaux points traités ont été les suivants :

1° L'offensive projetée sur Zeebrugge ;

2° L'organisation des nouvelles armées ;

3° La possibilité d'utiliser les forces britanniques sur un théâtre autre que celui où elles opèrent actuellement.

« En ce qui concerne l'offensive proposée sur Zeebrugge, le télégramme du premier lord n° 2633, en date du 2 janvier, a exposé les difficultés rencontrées par l'Amirauté du fait du développement de Zeebrugge comme base sous-marine ; le comité de guerre a bien réalisé que l'un de vos motifs principaux pour suggérer une offensive tendant à la prise d'Ostende et de Zeebrugge a été l'amélioration de notre position navale. Toutefois, après un examen d'ensemble de la situation navale et militaire, le comité est venu à cette conclusion que les avantages qui pourraient être réalisés maintenant par une telle offensive ne sauraient entrer en balance avec les lourdes pertes que nous subirions, sans parler de l'allongement qui se produirait dans les lignes alliées, en Flandre septentrionale.

« Les conclusions du comité ont été également influencées par les conditions suivantes : 1° Le renforcement de 50 bataillons que vous estimez indispensable, ne pourrait être obtenu que par un remaniement complet de l'organisation future des renforts. Pénétrerez-vous de cette idée que l'organisation primitive des forces territoriales ne prévoyait l'envoi d'aucun détachement. Ce n'est pas sans de grandes difficultés qu'on a pu envoyer des renforts aux 24 bataillons actuellement sous vos ordres. Bien que des dispositions pour la création d'un mécanisme de réserves spéciales aux territoriaux soient à l'étude, il n'est pas possible pour le moment de fournir 50 nouveaux bataillons sans une réorganisation totale des forces affectées à la défense du territoire et une modification profonde de notre programme de renforts pour notre armée dans l'avenir.

« 2° Il est impossible actuellement de maintenir les approvisionnements en munitions d'artillerie sur le pied que vous estimez nécessaire pour des opérations offensives. Tous les efforts sont faits, dans le

monde entier, pour obtenir un approvisionnement illimité en munitions ; mais, comme vous le savez bien, le résultat est loin d'être suffisant pour assurer au grand nombre de canons dont vous disposez le ravitaillement en munitions nécessaire à une action offensive.

« Vous avez fait remarquer que, dans les conditions nouvelles créées par cette guerre, une opération offensive suppose une grande dépense de munitions d'artillerie, et nécessaire, pour dix ou vingt jours de feu, de 50 à 100 coups par pièce. Si, donc, des réserves n'ont pu être accumulées pour satisfaire à cette débâche de munitions, il n'est pas sage d'engager une opération offensive étendue contre un ennemi abrité dans ses tranchées. Il est, à la vérité, à peu près impossible de calculer avec exactitude quel temps peut durer une offensive, une fois déchaînée, jusqu'au moment où elle atteindra ses objectifs. Mais il est évident que l'arrêt d'une opération de ce genre, avant son achèvement, arrête d'un manque de munitions et non à la terminaison victorieuse de l'affaire ou à une pause nécessaire, risquant d'amener nos forces à essayer un sérieux revers.

« L'abandon du projet de Zeebrugge ne doit pas vous dispenser d'une coopération, aussi étendue que possible, proportionnée à vos ressources du moment, avec tout mouvement d'offensive envisagé par le général Joffre, et vos précédentes instructions dans ce sens ne sont en rien modifiées.

« En outre, le comité a pensé qu'il existait certaines indications, qui ne devaient pas être négligées, de renforcements apportés par les Allemands à leurs armées de l'Ouest dans un avenir très rapproché, et qui pourraient amener le commandement ennemi à entreprendre une tentative nouvelle pour forcer les lignes tenues par vous et par l'armée française. Si ce mouvement se produisait, vous le feriez plus aisément se produire, en tenant vos lignes actuelles sur des positions bien préparées, que vous étendant jusqu'à la frontière hollandaise et en plaçant l'armée belge dans une position probablement plus exposée que celle qu'elle occupe actuellement. Vous pouvez demeurer assuré que, dès que la chose sera faisable, des troupes fraîches vous seront envoyées dans la plus brève délai pour renforcer autant que possible vos effectifs. La 28<sup>e</sup> D. I. a déjà reçu l'ordre de s'embarquer pour la France, le 14 courant.

## Un débarquement à Zeebrugge était possible

Le télégramme du premier lord de l'Amirauté, en date du 2 janvier, auquel il est fait allusion dans le mémorandum ci-dessus était ainsi conçu :

« Le croiseur de bataille Formidable a été coulé, ce matin, dans la Manche, par un sous-marin. Les informations prises de toutes parts montrent que les Allemands développent activement une importante base sous-marine à Zeebrugge. A moins que des opérations soient entreprises pour empêcher la côte, et notamment pour empêcher le transport de troupes à travers la Manche, les difficultés graves et chaque jour grandissantes, l'Amirauté estime qu'il sera possible, sous le couvert de navires de guerre, de débarquer des forces importantes à Zeebrugge, en liaison avec une offensive sérieuse sur Ostende, le long de la côte. Elle désire que ce point de vue, déjà bien des fois exposé, soit encore une fois présenté au commandement français, et espère qu'il sera examiné avec l'attention que méritent l'urgence et l'importance d'une telle manière de voir.

« On verra, par ce qui précède, que M. Churchill n'était pas d'accord avec le point de vue exposé dans le mémorandum de lord Kitchener.

(A suivre)

## Bourse de Paris du 5 juin 1919

VALEURS Cours précédent Cours du jour

PARQUET

5 0/0 Intér. 78 90 78 10

4 0/0 Intér. 71 50 71 50

3 0/0 Intér. 61 20 61 15

2 0/0 Intér. 51 20 51 15

1 0/0 Intér. 41 20 41 15

## COMPTABILITÉ 53 Rue de Rivoli PIGIER

## L'affaire Caillaux



Vendredi 6 juin 1919

LES THÉÂTRES

LE C  
EST  
Les 'C'

roy  
de  
le  
vil

Da  
me  
pe  
Gu

WE

Rhin

BA

SUI

Legend:

- (solid line)
- (dashed line)
- (dotted line)
- |||| (vertical bars)
- ||| (vertical bars)
- (square)